

mondiale contribuera à la stabilité internationale et à un multilatéralisme plus marqué. Nous devrions :

- *gérer les difficiles questions touchant la situation en URSS et dans les pays baltes, en nous fixant pour objectif d'intégrer ces économies dans les démocraties qui se réclament de l'économie de marché, tout en favorisant la transition de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie vers des régimes pluralistes fondés sur une économie de marché.*

La coopération économique multilatérale a marqué le pas par rapport à la coopération politique. Une dislocation du système commercial n'est pas impossible. Étant donné notre dépendance à l'égard du commerce, dépendance qui se traduit par la vulnérabilité de nos industries exportatrices et par la fragilité de notre position budgétaire, nous devons faire en sorte que cela n'arrive pas. Nous devrions :

- *mener à bonne fin les NCM et l'ALENA, afin de consolider les acquis de l'ALE et de créer un espace propice aux échanges et aux investissements dans notre hémisphère; et*
- *raffiner les instruments de promotion commerciale et économique, afin d'accroître la position concurrentielle du Canada et afin que les exportateurs canadiens ne soient pas désavantagés sur les marchés mondiaux.*

L'ensemble de la communauté internationale admet aujourd'hui que le niveau de vie et la qualité de vie dépendent de notre aptitude à inverser les tendances environnementales actuelles. Il est impératif de trouver le juste milieu entre le développement économique et la protection de l'environnement. L'année sera donc particulièrement importante, en raison de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui doit avoir lieu au Brésil l'été prochain. Il est possible que la CNUED ne conduise pas à des résultats tangibles, et cela pour plusieurs raisons : les coûts de la protection de l'environnement seront élevés, plusieurs pays en développement pensent qu'on leur demande de ralentir leur développement pour corriger un problème causé en grande partie par les pays développés, et finalement on ne s'entend pas encore complètement sur la gravité du problème dans les pays développés. On ne saurait minimiser les coûts qui résulteront de la conférence pour le Canada et les autres pays développés; les attentes seront élevées. Si la CNUCED devait se révéler un échec, le train sera alors manqué et il ne repassera sans doute pas de sitôt. Nous devrions :

- *adopter des objectifs concrets sur les changements climatiques, les forêts, la conservation des ressources vivantes de la mer et la diversité biologique, la*